**Titre du Projet :** **Appui au Développement Inclusif et Durable du Gabon**

**Numéro de Projet :**

**Partenaire de mise en œuvre : PNUD Gabon**

**Date de démarrage:** 2016 **Date de fin:** 2018 **Date du CLEP** :

|  |
| --- |
| **Brève Description** |
| Le présent projet vient en appui aux efforts du gouvernement d’accélérer la construction d’une économie diversifiée et inclusive sur une base durable au Gabon à travers une mise en œuvre coordonnée et efficace du Plan Stratégique Gabon Emergent. Le PNUD va contribuer à ce programme d’appui au développement inclusif dans les trois composantes identifiées : Gouvernance du processus de développement inclusif et durable, Renforcement des capacités de mise en œuvre du PSGE et des ODD, Renforcement du Partenariat et Mobilisation des ressources. La contribution du PNUD à ce programme va marquer l’amorce de son repositionnent stratégique autour de l’appui au processus de planification nationale, à la formulation des plans et programmes visant le développement inclusif et durable, à l’intégration efficace des ODD aux plans et programmes nationaux, et au développement des capacités nationales de mise en œuvre et de suivi et évaluation. Il sera aussi de contribuer au renforcement du dialogue sur les politiques avec les partenaires techniques et financiers. Au niveau opérationnel, il s’agira d’intensifier la mise en place d’appuis spécifiques de renforcement des capacités de mise en œuvre et de suivi/évaluation des plans et programmes au niveau central et au niveau local, de développer les capacités de prospectives et de veuille stratégiques, et de renforcement des partenariats et de mobilisation des ressources. |

**Priorité nationale** :

une nation unie, une économie compétitive marquée par un développement durable, une prospérité partagée et une voix respectée sur la scène internationale et mondiale

**Produits indicatifs:**

1. La gouvernance du processus de développement inclusif et durable est optimisée

2. Les capacités des institutions de mise en œuvre, de suivi et évaluation du PSGE et des programmes et plans et des objectifs de développement durables sont renforcées

3. Les partenariats sont renforcés et la mobilisation de ressources accrue

|  |  |
| --- | --- |
| **Ressources totales :** |  5 068 440 USDou 3 041 064 000 F CFA |
| **Ressources totales allouées:** |  |
| **UNDP TRAC:** | TBD |
| **Donateur:** |  |
| **Donateur:** |  |
| **Gouvernement:** | TBD |
| **:** |  |
| **Non financées :** |  |

Accepté par (signatures):

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Gouvernement | UNDP | Partenaire de mise en œuvre |
| Nom : | Nom : | Nom : |
| Date:  | Date:  | Date: |

1. **Contexte et Justification**

Le Gabon s’est engagé à accélérer son processus de développement humain à travers la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) pour devenir un pays émergent à l’horizon 2025. Le Gabon émergent se conçoit comme «une nation unie, une économie compétitive marquée par un développement durable, une prospérité partagée et une voix respectée sur la scène internationale et mondiale». Le PSGE repose sur trois piliers: le Gabon vert, le Gabon industriel et le Gabon des services. Ces piliers sont la base de la forte croissance et de la compétitivité que devraient impulser les investissements dans le capital humain, le développement durable, la gouvernance et les infrastructures. Le PSGE entreprend de reconquérir le marché intérieur sur le plan alimentaire, à réduire la pauvreté et à promouvoir une croissance partagée à travers la Stratégie d’Investissement Humain (SIH) et le Programme Gabonaise de réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (GRAINE). Le Gabon s’est aussi engagé à mettre en œuvre l’agenda de développement 2030 visant la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) fondés sur les principes de dignité, de droits de l’homme, de justice, de paix et de sécurité, de prospérité partagée, d’équité, de durabilité environnementale et de partenariat. Tous ces engagements du Gabon s’inscrivent aussi dans la vision 2063 de l’Union africaine de transformation de l’Afrique. Le PSGE dont la première phase couvre la 2012-2016 ne pouvait cependant anticiper rigoureusement les ODD à peine adoptés en septembre 2015 par l’Assemblée Générale des Nations Unies.

Le Gabon avec une croissance économique vigoureuse de 5,5% en 2012, 5,6% en 2013 et 5,1% en 2014 enregistre un ralentissement de son activité avec un taux de croissance proche de 4% en 2015 suite à la chute de près de deux tiers du cours du baril de pétrole (de 105 à 30 dollars le baril respectivement en 2013 et 2016). L’économie reste fortement dépendante du secteur pétrolier dont la contribution au PIB était de 46% en 2013, tandis que celle de chacun des autres secteurs était de 35,3% pour le secteur tertiaire, 13,1% pour l’industrie et 5,6% pour l’agriculture et la foresterie. Le secteur pétrolier a fourni 83,3% de la valeur des exportations et 51,2% des revenus de l’Etat au cours de l’année 2013. Le manganèse et le bois viennent en deuxième et troisième positions des produits exportés par le Gabon avec respectivement 10% et 4,2% du total des exportations pour 2013.

La chute des cours du pétrole a réduit les recettes publiques occasionnant des contraintes budgétaires et de financement. Pour 2015, les revenus de l’Etat provenant du secteur pétrolier ont à peine été de 586 milliards de F CFA, soit moins de la moitié des 1226 milliards de F CFA touchés par l’Etat en 2014.

L’épargne nationale devrait s’établir en 2015 à hauteur de 28,5% du PIB comparé aux 42,3%, 40,6% et 36,9% du PIB réalisés respectivement en 2012, 2013 et 2014. L’investissement public en pourcentage du PIB a décru passant de 12% en 2012, à 10,9% en 2013 et à 7,1% en 2014 avec une estimation de 7,4% du PIB en 2015. Mais les mesures de revalorisation des salaires qui ont porté le poids de la masse salariale en pourcentage des recettes publiques de 28,7% en 2014 à 40,9% en 2015, aggravent les tensions financières. Le solde budgétaire (base engagement) devrait être négatif en 2015 après avoir été positif entre 2012 et 2014.

Les autorités gabonaises veillent à ne pas alourdir leur endettement intérieur et extérieur qui pourrait se rapprocher du seuil de 40% du PIB alors qu’il ne représentait que 27,7% et 34,4% du PIB respectivement en 2013 et 2014. L’évolution plus rapide de l’encours de la dette publique par rapport à celle de l’activité économique tend à en alourdir le poids. Mais le poids de la masse salariale qui a atteint 40,9% des recettes publiques en 2015, combiné aux arriérés de paiement des fournisseurs, pourrait devenir très rapidement un enjeu majeur pour la gestion des finances publiques au Gabon.

La diversification de l’économie tout autant que celle des sources de financement de l’économie constitue des défis majeurs pour l’accélération du processus de transformation structurelle du Gabon en une économie émergente. La restructuration de l’économie est confrontée outre aux faibles progrès fournis dans le cadre de l’amélioration du climat des affaires, à la qualité des infrastructures de transport, à l’offre insuffisante d’électricité et aux difficultés qu’éprouvent les opérateurs privés à trouver une main-d’œuvre répondant aux critères de compétences techniques requises. La faible compétitivité de l’économie constitue une contrainte majeure qui pourrait limiter l’efficacité des stratégies visant la reconquête du marché domestique et la promotion des exportations y compris dans le cadre des zones économiques spéciales. Le Gabon cherche à s’y attaquer résolument pour une diversification gagnante de son économie et la redynamisation des zones rurales.

Sur le plan du développement humain, l’IDH au Gabon a progressé, passant de 0,679 en 2013 à 0,684 en 2014 (110ème sur 188 pays), plus que la moyenne de l’Afrique au Sud du Sahara (ASS avec 0,518) et celle des pays à développement humain moyen (0,630) au cours de la même année. Pour chacune des dimensions de l’IDH, le Gabon se positionne au-dessus des moyennes de l’ASS avec une espérance de vie à la naissance de 64,4 ans, une durée moyenne de la durée de scolarisation de 7,8 ans et un revenu par habitant de 16367 dollars en Parité des Pouvoirs d’achat (PPP). En termes d’évolution, le Gabon a vu son IDH progresser moins vite sur la période 2010-2014 avec un taux de croissance de 0,76% que l’ensemble de l’ASS (0,94%) ainsi que des pays à développement humain moyen (0,78%).

Dans le domaine de la gestion administrative, face à une administration publique confrontée à au moins deux défis, celui de soutenir durablement le coût financier qui s’amplifie et celui d’obtenir des agents publics les services requis, le gouvernement gabonais s’est engagé à moderniser l’Etat à travers la simplification des procédures administratives et la création d’un corps d’évaluation de l’Etat, et donc aussi des agents publics. Il s’agit par-là d’améliorer les performances des agents publics et d’en assurer un meilleur contrôle. Cette mesure devrait concourir aussi à l’assainissement de la gestion des finances publiques dont la budgétisation par objectifs de programme, mise en œuvre en conformité aux directives de la Communauté économique des Etats de l’Afrique Centrale, est l’une des composantes majeures. A cela, il est important d’ajouter la réforme des marchés publics axée sur la qualité et l’effectivité des travaux sous la régulation de l’Agence Nationale des Grands Travaux.

S’agissant de la pauvreté, la forte croissance de ces dernières années pourrait en avoir infléchi la dynamique et modifié le profil. Toutefois, aucune enquête sur le niveau de vie des ménages n’a été menée au Gabon depuis celle de 2005 pour permettre une analyse fine et rigoureuse de la pauvreté dans le pays. Il reste sur la base des données disponibles, pas nécessairement comparables, qu’une réduction timide de la pauvreté se serait produite. Le taux de pauvreté estimé à 33,5% en 2005, se situerait à 30% en 2014. Les politiques sociales souffrent d’une faible qualité des repères quantitatifs. Les mesures d’inclusion d’une frange importante de la population à la Caisse Nationale d’Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS), si elles présentent un méritent certain, peuvent présentées quelques limites sur cette base. Les inégalités sont fortes au Gabon, leur ampleur est telle qu’elles réduisent l’IDH en portant l’IDH ajusté 0,519 sur une 24%, et une perte de six places. Cette perte est plus forte en matière de santé puisqu’elle réduit l’espérance de vie de 28% ; de 23,5% celle de l’éducation et de 20,4% celle de revenu.

Le statut de pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure constitue une limite à la mobilisation des ressources extérieures dans un contexte de ralentissement de la croissance des pays avancés. Les nouveaux partenariats tardent à s’établir pour fournir à l’économie des alternatives et possibilités accrues de financement. Les partenariats publics privés sont encore assez limités compte tenu des faibles progrès fournis en matière d’amélioration du climat des affaires.

Le Bureau de coordination du PSGE envisage dans le cadre de ses missions d’actualiser le PSGE et de l’aligner sur les objectifs de développement durable (ODD) et de développer une stratégie de mobilisation de ressources additionnelles en vue du financement du PSGE. Il se trouve que la gouvernance du processus de développement de même que le pilotage du PSGE souffrent de la faible appropriation des principes et des outils de planification. Les programmes sectoriels et ministériels ne sont pas systématiquement alignés au Plan stratégique Gabon émergent. Les cadres logiques manquent parfois pour guider la mise en œuvre, la coordination des actions et en permettre le suivi et l’évaluation. L’alignement du budget à travers les cadres des dépenses à moyen termes au PSGE et aux programmes sectoriels reste aussi limité. Il s’agit d’améliorer la gouvernance du processus de développement inclusif et durable et de renforcer les capacités de mise en œuvre dudit processus.

1. **Stratégie**

Le présent projet vient en appui aux efforts du gouvernement d’accélérer l’émergence du Gabon qui repose sur l’amélioration de la productivité et de la compétitivité et sur une croissance économique forte et diversifiée porteuse de développement inclusif et durable à travers une mise en œuvre coordonnée et efficace du PSGE. La transformation structurelle et le développement humain sont au centre de l’émergence. C’est pourquoi la diversification de l’économie, l’amélioration de la gouvernance, du capital humain, des infrastructures et de la productivité et de sa compétitivité fondent les programmes sectoriels du PSGE.

La définition des conditions de la transformation structurelle et du développement humain nécessite de mettre en place les conditions de la maximisation des résultats du PSGE. Il est nécessaire de tirer les enseignements de la mise en œuvre du PSGE durant la période 2012-2016 afin de définir les actions d’accélération durant la phase du PSGE 2017-2021. Les enseignements de la mise en œuvre du PSGE seront à tirer sur la base de diagnostics stratégiques global et sectoriel pour fonder sur une base analytique rigoureuse les orientations devant sous-tendre son accélération et son actualisation.

L’amélioration de la qualité de la gouvernance est indispensable dans un processus d’émergence. L’émergence doit reposer sur un « Etat Développementaliste » dont les institutions accordent la primauté au développement socio-économique. L’Etat doit se doter par conséquent d’une vision prospective, des capacités planification, de veuille stratégique, d’anticipation, de formulations des politiques, des stratégies de développement et de régulation assurant à chacun (Etat, secteur privé, collectivités locales, ONG et Partenaires au développement) sa place. Les capacités dans les domaines de la prospective et de la planification doivent se trouvées améliorées. Une modernisation de l’Etat se révèle aussi indispensable comme l’ont compris les autorités gabonaises pour conduire à bien le processus d’émergence. Les comportements déviant tels la corruption et les mouvements illicites de fonds sont à combattre pour renforcer la cohésion autour de la vision et l’efficacité des politiques et interventions menées pour la construction du Gabon émergent.

La dimension humaine de l’émergence est fondamentale. Le Gouvernement met en œuvre la stratégie d’investissement humain pour améliorer le partage des fruits de la croissance. Mais la qualité des statistiques peut limiter la qualité du ciblage des bénéficiaires sur le plan spatial, et même de la magnitude des gaps à combler. Un profil de pauvreté actualisé pourrait aider à mieux cerner l’incidence des différents facteurs sur la pauvreté et l’importance des efforts à fournir. Ce qui aiderait à mettre en place les mesures les plus adaptées. La qualité des emplois et les revenus qu’on en tire sont souvent indispensables à prendre en considération pour la mise en place des solutions durables comme celles visant l’employabilité des jeunes et des femmes et leur insertion professionnelle y compris à travers l’entreprenariat.

Le Gabon qui est aujourd’hui confronté à la baisse des cours du pétrole doit élargir et renforcer son partenariat pour mieux tirer profit de l’expérience des autres pays dans leur processus d’émergence, établir des relations efficaces avec le secteur privé y compris à travers des Partenariat Public Privé et renforcer les synergies en termes de marchés, de financement et de capital humain avec les pays de la sous-région. Les efforts conjugués dans la qualité de la gouvernance, le cadre des affaires, le développement des ressources humaines et la consolidation de la planification du processus de l’émergence aideront à améliorer la mobilisation des ressources y compris auprès des partenaires non traditionnels.

Le PNUD va contribuer à ce programme d’appui au développement inclusif dans les trois composantes identifiées : Gouvernance du processus de développement inclusif et durable, Renforcement des capacités de mise en œuvre du PSGE et des ODD, Renforcement du Partenariat et Mobilisation des ressources. La contribution du PNUD à ce programme va marquer l’amorce de son repositionnent stratégique autour de l’appui au processus de planification nationale, à la formulation des plans et programmes visant le développement inclusif et durable, à l’intégration efficace des ODD aux plans et programmes nationaux, et au développement des capacités nationales de mise en œuvre et de suivi et évaluation. Il sera aussi de contribuer au renforcement du dialogue sur les politiques avec les partenaires techniques et financiers. Au niveau opérationnel, il s’agira d’intensifier la mise en place d’appuis spécifiques de renforcement des capacités de mise en œuvre et de suivi/évaluation des plans et programmes au niveau central et au niveau local, de développer les capacités de prospectives et de veuille stratégiques, et de renforcement des partenariats et de mobilisation des ressources.

**III. Résultats escomptés**

L’assistance que le PNUD entend apporter à la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent en vue du développement inclusif humain au Gabon est cohérente à la fois avec le plan cadre des Nations Unies (UNDAF) et le plan stratégique 2014-2017 du PNUD décliné dans le plan de programme de pays. A travers ce projet, le PNUD au Gabon entend renfoncer son appui pour la création des conditions de gouvernance permettant l’éradication de la pauvreté et de la réduction significative des inégalités tout en garantissant à la fois la durabilité du cadre de vie et des résultats du développement. Les principaux résultats attendus de la mise en œuvre de ce projet sont :

1. **La gouvernance du processus de développement inclusif et durable est optimisée.**

Ce résultat sera atteint à travers des appuis permettant : d’assurer la réalisation des études prospectives, de mise en place en place d’un dispositif de veille stratégique, la formulation et la coordination de la mise en œuvre des politiques et programmes; de renforcer l’alignement des plans et programmes sur la vision prospective ainsi que des dépenses à moyen terme (CDMT) au PSGE ; faire le suivi et évaluation. La dimension appui la gestion macroéconomique n’est pas en reste à travers des formations à la production des enquêtes et des notes de conjoncture, et des CDMT global et sectoriel. Cela permettra l’amélioration de la gouvernance du processus de développement et d’assurer une efficacité accrue des politiques et de la dépense publique. Des appuis plus spécifiques comme ceux permettant de limiter l’évasion fiscale à travers des capacités de mobilisation des ressources domestiques renforcées sont aussi envisagés. Toute cette assistante contribuera, dans une certaine mesure, à la mise en œuvre de la réforme des finances publiques au Gabon en cohérence avec les directives de la CEMAC.

Pour accompagner les efforts du gouvernement en matière de gouvernance des études sont envisagées dans les dimensions de la gouvernance pouvant déboucher sur la formulation des politiques et programmes. Des appuis en matière de décentralisation et de planification locale sont également prévus. Il s’agit surtout de systématiser l’approche devant permettre d’aligner les plans de développement locaux sur le PSGE sans occulter les priorités locales tout en gardant au centre de la réflexion les modalités de leur financement. Les questions de passation de marchés publics seront aussi abordées pour en faire un outil de développement mu par les principes de transparence et d’efficacité.

Le climat des affaires dont l’amélioration est susceptible à la fois d’accroitre la place du secteur privé et d’en renforcer les performances contributives aux efforts nationaux de développement sera traité à travers des appuis spécifiques. Des formations et des appuis pour la mise en adéquation des cadres règlementaires en vue d’une plus grande transparence et accessibilité seront organisés. La compétitivité de l’économie qui est un des socles de l’émergence recueillera aussi une attention particulière par le biais des études à réaliser sur le plan global et par filière.

Des statistiques fiables sont indispensables à chacun des niveaux de la chaine PPPBSE. Des contritions seront fournies pour la mise en œuvre de l’agenda statistique national notamment dans le cadre des activités relatives : à l’approfondissement de certaines thématiques sur la base des données du recensement général de la population et du logement ; à l’évaluation de la pauvreté et le ciblage des bénéficiaires des programmes sociaux et de protection sociales ; au suivi de l’employabilité et de l’emploi ; à la réalisation des notes de conjoncture ; à la mise en place des tableaux de bord de veille stratégique et de suivi et évaluation. Les populations, des groupes vulnérables, les femmes et les jeunes en particulier, devant faire l’objet des appuis ciblés doivent être localisées de même que leurs aspirations et situation spécifiques identifiées pour renforcer la pertinence des appuis qui leurs sont destinés. Le ciblage des populations devant bénéficier des programmes d’assistance et de protection sociale est important pour leur insertion effective dans le dispositif de protection sociale. Dans le cadre de cette composante du programme, des formations sur les outils pour un meilleur ciblage des populations pauvres et des inégalités seront assurées y compris dans le cadre de l’évaluation de la pauvreté. Les données du recensement seront aussi exploitées pour les aspects traduisant l’état de la population pour en dégager des enseignements quant à la cartographie de la pauvreté multidimensionnelle. Des appuis à d’autres enquêtes comme celles sur l’emploi et l’employabilité pourront aussi être apportées.

Des appuis ciblés qui seront développés plus spécifiquement dans le cadre d’accords avec les partenaires touchent aussi à la mise en en place des appuis pour le développement des activités génératrices de revenus, y compris à travers la fourniture d’inputs et des microcrédits. Ces microcrédits sont envisagés à travers des fonds rotatifs locaux pour un accès plus sûr des populations locales aux fonds et pour en assurer un contrôle citoyen. Une assistance technique sera fournie dans le cadre du fonds rotatif tant pour le montage des projets que l’accompagnement à leur mise en œuvre.

L’employabilité des jeunes sera aussi renforcée à travers des programmes d’appuis à la formation professionnelle. Un partenariat pourra être établi avec les centres de formation et d’incubation des jeunes entrepreneurs.

De manière spécifique, le ciblage des populations devant bénéficier des programmes d’assistance et de protection sociale est important pour leur insertion effective dans le dispositif de protection sociale. Dans le cadre de cette composante du programme, des formations sur les outils pour un meilleur ciblage des populations pauvres et des inégalités seront assurées y compris dans le cadre de l’évaluation de la pauvreté. Les données du recensement seront aussi exploitées pour les aspects traduisant l’état de la population pour en dégager des enseignements quant à la cartographie de la pauvreté multidimensionnelle. Des appuis à d’autres enquêtes comme celles sur l’emploi et l’employabilité pourront aussi être apportées.

1. **Les capacités des institutions de mise en œuvre, de suivi et évaluation du PSGE et des programmes et plans et des objectifs de développement durable sont renforcées**

Le renforcement de ces capacités concerne toutes les phases de mise en œuvre du PSGE de même que des programmes sectoriels. Il touchera par conséquent à toute la chaine Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi et Evaluation (PPPBSE). Des formations et une assistance technique seront fournies pour la réalisation des revues du PSGE et de ses programmes sectoriels, la préparation des diagnostics stratégiques et des notes d’orientations sectorielles en vue du PSGE actualisé, l’appropriation de la méthodologie d’actualisation du PSGE et des programmes sectoriels. Le renforcement de ces capacités va se faire à travers la mise à disposition des orientations méthodologues, de veuille stratégique, les formations, les visites d’études et l’appui d’assistants techniques pour des courtes périodes. Des assistances spécifiques seront fournies pour toutes les phases liées à l’actualisation du PSGE et des phases de la mise en œuvre pour le prochain cycle. Les appuis in-situ et visant une grande masse d’acteurs aideront à rendre les résultats plus durables. Il s’agira aussi de veiller à ce que l’équité de genre soit assurée parmi les participants aux formations.

L’alignement du PSGE et des plans, programmes aux objectifs de développement durable étant un enjeu pour les autorités nationales, il sera utile de développer les capacités pour rendre cet alignement efficace à la lumière des priorités nationales. Dans le même sens, les capacités de suivi de la mise des ODD seront renforcées. Cela se fera à travers des actions de sensibilisation, de formations et de réalisation du premier rapport sur les ODD de manière participative. Les capacités du système statistique national sont aussi visées en vue de les aider à une maitrise des indicateurs des ODD à travers des ateliers thématiques.

1. **Les partenariats stratégiques sont renforcés et la mobilisation de ressources accrue**

Les mécanismes de coordination et la participation de tous les acteurs figurent parmi les moyens devant à la fois renforcer la pertinence des interventions, l’adhésion et l’engagement des parties prenantes. Il s’agit donc d’aider au renforcement des synergies entre les différents secteurs et entre les partenaires techniques et financiers. Le dialogue politique des partenaires pourra aider à veiller à la qualité des politiques et aviser le gouvernement sur la façon de lever certaines contraintes, notamment techniques, liées à la mise en œuvre des politiques et programmes tout en y apportant les appuis techniques requis.

L’appui sera apporté au gouvernement dans le renforcement de ce dialogue et la préparation des supports et documents nécessaires pour les échanges. La disponibilité des ressources étant cruciale pour assurer l’opérationnalisation des programmes, l’assistance du PNUD ira jusqu’à l’organisation des forums des investisseurs pour la mobilisation des ressources et des partenariats pour la mise en œuvre du PSGE. Dans ce sens, le PNUD aidera à la préparation de la documentation, la sensibilisation des partenaires traditionnels et l’élargissement du partenariat (au secteur privé et public) du Sud et du Nord.

S’agissant des partenariats publics privés (PPP), les domaines d’établissement de ces partenariats devront être identifiés et les dossiers préparés. Il s’agira aussi de veiller à ce que les PPP soient établis en cohérence avec les règles de transparence, de bonne gouvernance et de responsabilité sociétale. Les appuis pour renforcer la qualité de l’information seront aussi fournis pour susciter l’intérêt des partenaires et montre les efforts du gouvernement dans le renforcement de la qualité de sa gouvernance économique.

1. **Partenariat et Ressources du Programme**

Ce projet sera mis en œuvre en partenariat avec d’autres donateurs et partenaires techniques et financier. Les partenaires bilatéraux fourniront les opportunités de coopération Sud Sud de même que triangulaire pour une prise en compte des bonnes pratiques dans le processus de mise en œuvre du PSGE. Ils aideront à l’organisation des visites d’études dans leur pays mais aussi le partage d’expérience à travers la mise à disposition du projet des experts nécessaires en appui aux efforts des institutions de mise en œuvre du PSGE dont notamment le Bureau de Coordination du PSGE.

Les agences du Système des Nations Unies seront associées dans le cadre de leurs programmes respectifs à fournir l’assistance nécessaire à la mise en œuvre du PSGE. Des synergies seront favorisées pour des contributions plus efficaces.

L’Etat du Gabon en tant que partenaires clé du projet comme bénéficiaire principal mais aussi comme donateur occupera une place clé dans la mise en œuvre du projet. Sa contribution financière constituera le levier pour un renforcement des capacités qui assure aux institutions nationales une gouvernance du processus de développement inclusif et durable soutenue pour des résultats de développement améliorés.

Le Bureau apportera à la disposition du projet son apport technique à travers l’équipe du Bureau mais aussi du Centre Régional d’Addis-Abeba ainsi que du Pôle PNUD basé à Dakar. L’appui du PNUD pourra aussi consolidé à travers la coopération qui sera déployées dans le cadre du projet régional sur l’émergence de l’Afrique.

**IV. Risques et hypothèses**

Le présent projet vise à renforcer les capacités des institutions nationales au Gabon et particulièrement du Bureau de Coordination du Plan Stratégique Gabon dans la conduite de son processus de développement inclusif et durable. Les acquis du projet sont censés être durables si les activités du projet font l’objet d’une implication effective des décideurs et cadres nationaux impliqués dans la mise en œuvre du PSGE et de ses programmes sectoriels. Ils le seront aussi dans l’hypothèse où les parties prenantes s’engagent à mobiliser les énergies de l’administration publique pour une plus grande efficacité de son action tout en renforçant sa responsabilité à rendre compte et à promouvoir la transparence dans la gestion publique.

Le PNUD pour sa part doit disposer des ressources humaines de qualité dans l’appui envisagé. La présence différentiée qui est le statut du bureau du PNUD au Gabon nécessite l’engagement du gouvernement à mettre à la disposition du PNUD les ressources financières (75% minimum du coût du poste) pour le personnel nécessaire au projet. Le non recrutement de ce personnel va rendre l’exécution du projet lourde et limiter le respect des délais dans la livraison des services attendus.

Le financement du projet constitue un risque majeur s’il ne bénéfice pas des ressources publiques directement du gouvernent ou par le biais des ressources spécifiques des partenaires techniques et financiers.

Des aléas externes au projet de type politique peuvent gêner la mise en œuvre du projet et l’explication de l’ensemble des acteurs.

| **Risques** | **Type de risques** | **Probabilité** | **Mesures d’atténuation** |
| --- | --- | --- | --- |
| Aléas externes au projet | Politique | Forte | Respect par les partis engagés des principes démocratiques |
| Manque de financement | Ressources | Moyenne | Dialogue renforcé avec les Ministère en Charge de l’Economie et des Comptes Publics et le Bureau de Coordination du PSGE  |
| Manque de Personnel | Opérationnel | Moyenne | Financer les postes prévus dans le projet |

**V. Gestion du projet et arrangement de gestion**

La mise en œuvre de ce projet bénéficiera de l’implication des parties suivantes :

**Présidence de la République**

* Le Bureau de Coordination du Plan Stratégique Gabon Emergent ;

**Primature :**

* Coordination du Comité Conjoint Gouvernement /PTF

**Gouvernement :**

* Ministère du Développement Durable, de l’Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective ; Ministre du Budget et des Comptes Publics ; Ministères sectoriels.

La mise en du projet se fera dans le cadre de la modalité Exécution Nationale impliquant le Directeur National, les institutions bénéficiaires et le Représentant Résident du PNUD qui sera assisté par le Conseiller Economique du PNUD. Un comité de pilotage assurera la direction du projet notamment l’adoption du plan de travail annuel, la validation des revues du projet et l’implication de nouveaux partenaires dans la gestion du projet.

Les contributions au financement du projet feront l’objet de lettre d’accord selon les modalités prévues dans le manuel des procédures de gestion des projets du PNUD.

|  |
| --- |
| 1. **Cadres des Résultats et des Ressources**
 |
| **Priorités Nationales :** une nation unie, une économie compétitive marquée par un développement durable, une prospérité partagée et une voix respectée sur la scène internationale et mondiale |
| **Effet de l’UNDAF****Effet 1 : L’appareil statistique national produit des informations de qualité sur le suivi des OMD et des secteurs économiques et sociaux****Effet 2 : L’administration nationale dispose des outils législatifs et règlementaires ou de documents de politiques conformes aux Déclarations, Conventions et Accords internationaux et régionaux sur les Droits Humains et les utilise****Effet 5 : Les populations notamment les plus vulnérables bénéficient des stratégies et politiques sectorielles visant le développement équitable, égalitaire et inclusif du capital humain** |
| **Effet du Programme de Pays CPD** |
| **Domaine du Document de Programme de Pays (CPD)**Promouvoir le bien-être des populations et leur participation accrue à la croissanceContribuer au renforcement de la Gouvernance économique, démocratique et environnementale |
| **Titre du Projet et Numéro de Projet Atlas:** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Indicateurs de produits | Activité | Rôle des partenaires | Input | Budget (USD) |
| 1. La gouvernance du processus de développement inclusif et durable est optimisée | 1.1 a Indice de gouvernance mesurée par le CPIA (Country Policy and Institutional Assessment)Référence 2015 :Cible 2016Cible 2017Cible 2018* 1. b Degré d’alignement des plans et programmes au PSGE

Référence 2015 : 0Cible 2016 : % d’augmentationCible 2017 : % d’augmentationCible 2018 : % d’augmentation |  |  |  | **1 858 000** |
| 1.2 a Outils de coordination mis en placeRéférence 2015 :Cible 2016 | Renforcer la coordination de la mise en œuvre des politiques et programmes à travers l’organisation régulière des réunions  |  | Expert pour la mise en place des outils de coordination pendant deux semaines(Prix unitaire ; 14 000 USD) | 14000 |
| 1.2 b Rapport trimestriel de la coordination des programmes produitsRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 2Cible 2017 : 5Cible 2018 ; 9 | Facilitation à l’organisation des réunions (logistique et experts invités)10000 USD par an | 30000 |
| 1.3 Rapport des études réalisées et validéesRéférence : 2015 : 0Cible : 2016 : 2Cible : 2017 : 4Cible : 2018 : 6 | Appuyer à la réalisation de deux études prospectives par an |  | Deux Experts à raison de deux mois par an sur 3 ansPrix unitaire moyen (28000 USD)  | 168000 |
|  | Organiser la validation des études  |  | Deux ateliers par an à raison de 3000 USD par atelier (logistique et facilitation) | 18000 |
|  | 1.4 RapportRéférence : 2015 : 0Cible : 2016 : 1Cible : 2017 : 2Cible : 2018 : 3 | Réviser les plans et programmes sur la base des études prospective |  | Deux experts pour une semaine de facilitation par an pendant 3 ans (prix unitaire moyen: 7000 USD) plus 3000 USD de logistique et facilitation locale par session | 30000 |
|  | 1.5 a Outils développés et diffusés: 2015 : 0Cible : 2016 : 2Cible : 2017 :4 | Développer les outils de veuille stratégique et familiariser les acteurs à leur utilisation |  | Deux Experts pour le développement des outils et la formation auxdits outils à un mois par an sur 2 ansPrix unitaire moyen (28000 USD)  | 112000 |
|  | 1.5 b Nombre d’hommes et de femmes familiarisées aux outils de veille stratégique Reference : 2015 : 0Cible 2016 : 15Cible 2017 : 25 | Facilitation des formations10000 USD par an  | 20000 |
|  | 1.6 Nombre d’hommes et de femmes forméesReference : 2015 : 0Cible 2016 : 20Cible 2017 : 35 | Former les formateurs à l’élaboration des cadres de dépenses à moyen terme |  | Experts du Pôle PNUD et coopération (6000 USD déplacement et séjours)Un Expert indépendant(14000 USD en pour une semaine) pendant deux ansCoût moyen pour la logistique 6000 USD | 52000 |
|  | 1.7 Pourcentage des ministères couvertsRéférence : 2015 : 0Cible : 2016 : 30%Cible : 2017 : 60%Cible : 2018 : 100% | Appuyer à l’élaboration des cadres des dépenses à moyen terme (CDMT) sectoriels  |  | Deux Experts Nationaux formés à raison de deux mois par an pour une durée de trois ans(Prix unitaire : 20 000 USD)Coût accompagnement technique d’un expert consultant  | 60000 |
|  |  |  | Coût accompagnement technique d’un expert consultant (coût unitaire 28000 USD par an) | 84000 |
|  | 1.8 a Nombre d’hommes et de femmes forméesReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 20Cible : 2017 : 35 | Renforcer le suivi de la gestion macroéconomique et à la production des notes de conjoncture  |  | Deux experts pendant un mois (prix unitaire : 28000 USD) pour deux ans  | 112000 |
|  | 1.8 b Nombre de notes produites ;Référence 2015 : 0Cible : 2016 : 1 1Cible : 2017 : 3 (2 de plus)Cible : 2018 : 7 (4 de plus 1 par trimestre | Appuyer à la réalisation des enquêtes de conjoncture et à la production du rapport |  | Experts, 4 enquêtes par an (50000 USD par enquête) pendant 3 ans2016 une enquête 500002017 2 enquêtes : 1000002018 ; 4 enquêtes : 200000 | 350000 |
|  | 1.9 Rapport par type de ressource fiscale produit contenant des recommandationsReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 1Cible : 2017 : 2Cible : 2018 : 3 | Appuyer les études sur le renforcement des capacités de mobilisation des ressources domestiques |  | Appui du Pôle de DakarEt Coopération Sud Sud15000 USD par anPlus 6000 USD pour la logistique et la facilitation  | 51000 |
|  | 1.10 Nombre de personnes forméesReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 20Cible : 2017 : 35Cible 2018 : 50 | Renforcer les capacités de mise en œuvre de la réforme des finances publiques |  | Appui du Pôle de DakarEt Coopération Sud Sud15000 USD par anPlus 6000 USD pour la logistique et la facilitation | 51000 |
|  | 1.11 Voyages d’études effectuésReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 1Cible : 2017 : 2Cible 2018 : 3 | Appuyer le partage d’expérience sur les processus de passation de marchés publics |  | Organisation des voyages ou des partages d’expérience localement(20000 USD par an) | 60000 |
|  | 1.12 Document de programme produit et validéReference : 2015 : 0Cible 2016 : 1Cible : 2017 : 2 | Appuyer la réalisation des études et des programmes de gouvernance  |  | Deux Experts(Prix moyen par mois : 28000 USD) pour deux ans et logique 6000 USD pour la validation | 62000 |
|  | 1.15 Nombre de personnes sensibilisées et forméesRéférence : 2015 : 0 Cible : 2016 : 30Cible : 2017 : 55Cible : 2018 :75 | Appuyer l’amélioration du cadre des affaires dans les domaines prioritaires (deux par an) |  | Six Experts dont un par domaine pour un mois de consultation chacun à raison de deux par Prix unitaire moyen : 28000 USD) plus 6000 USD an de frais de logistique | 162000 |
|  | 1.16 Rapport d’étude sur la compétitivitéReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 1Cible : 2017 : 2Cible : 2018 : 3 | Appuyer les études sur la compétitivité globale et des filières  |  | 3 Experts pour un mois d’études chacun (Prix unitaire : 28000 USD) par an | 84000 |
|  | 1.17 Rapport de suivi des activitésReference : 2015 : 0Cible : 2016-2018 2 rapports bimensuels par an | Assurer l’appui logistique pour l’organisation des ateliers et activités de formation |  | 3000 USD par atelier6 ateliers ou session | 18000 |
|  | 1.18. Rapport produitReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 1Cible : 2017 : 2 | Exploiter les données du recensement général de la population  |  | 2 Experts pour deux mois d’études chacun (Prix unitaire : 28000 USD) par an pour deux ans 2 Experts nationaux  | 136000 |
|  | 1.19 Rapport produitReference : 2015 : 0Cible : 2016 : 1 | Contribuer à l’évaluation de la pauvreté  |  | Expert plus un assistant de recherche pour deux moisPrix unitaire : 28000 USD) 6000 USD par mois  | 68000 |
|  |  |  |  |  |  |
| **2. Les capacités des institutions de mise en œuvre, de suivi et évaluation du PSGE et des programmes et plans et des objectifs de développement durables sont renforcées** | 2. Degré d’exécution du PSGEReference : 2015Cible : 2016 : Plan opérationnel du PSGE actualisé et intégrant les ODDCible : 2017 : Rapport de revue annuelle du PSGECible : 2018 : Rapport de Revue annuelle du PSGE |  |  |  | **1 082 000** |
| 2.1 a Nombre d’institutions formées aux outils de mise en œuvre et de suivi évaluation des plans et programmesRéférence 2015 : 0Cible : 2016 : 10 2017 : 20 2.1 b Nombre de personnes (hommes et femmes) formées par module Référence 2015 : 0 Cible : 2016 : 30 2017 : 60 30 par module et par an ; les 30 devant bénéficier des formatons des cinq modules | Produire les outils de formation par module (5 modules).Former sur le suivi évaluationFormer sur les Revues du PSGE ;Former sur la préparation des diagnostics stratégiques et des notes d’orientations sectoriellesFormer sur la méthodologie d’actualisation du PSGE Former sur la méthodologie d’actualisation des programmes sectoriels |  | Un expert par module pour une durée de deux semaines pour la préparation de l’outil et la réalisation de la formation(5 experts(prix unitaire moyen :14000 USD)(pour deux ans) |  140000 |
|  | Soutenir les activités de formation |  | Location de salle, collation (20000 USD par an) | 40000 |
|  | 2.2 Nombre de personnes formées :Reference : 2015 : 0Cible : 2016 :2Cible : 2017 :6 | Aider au partage des bonnes pratiques par l’organisation des voyages d’études des personnels du PSGE |  | 3 par an pendant deux ans | 40000 |
|  | 2.3. Nombre d’experts formés pour la réalisation des revues sectorielles réalisées Référence : 2015 : 0Cible : 2016 7Cible : 2017 : 12Cible : 2018 : 15 | Former les consultants nationaux à la réalisation des revues sectorielles |  | Facilitation (Pole ou autre expert PNUD) et logistique 10000 USD par an | 30000 |
|  | 2.4. Nombre d’experts formés pour la réalisation des sectorielles réalisées Référence : 2015 : 0Cible : 2016 : 5Cible : 2017 : 10Cible : 2018 : 15 | Assister à la réalisation des revues sectorielles |  | Un expert national par secteur (Coût moyen : 6000USD par expert et par revue) plus Facilitation (logistique 2000 USD par an | 120000 |
|  | 2.5 Nombre de revues globales réalisées Référence : 2015 : 0Cible : 2016 :1Cible : 2017 : 2Cible : 2018 : 3 | Fournir l’assistance technique pour la production des revues |  | Un expert pour un mois pendant trois ans (prix unitaire moyen : 28 000 USD) | 84 000 |
|  | 2.6. Rapports des diagnostics par pilier et programmes produits Référence : 2015 : 0Cible : 2016 :5 | Fournir l’assistance technique pour la préparation des diagnostics stratégiques et des notes d’orientations sectorielles |  | Cinq experts dont un par volet du PSGE pour un mois (prix unitaire moyen: 28 000 USD) | 140000 |
|  | 2.7 a ; Manuel de choix des projets disponible Référence : 2015 : 0Cible : 2016 :12.7. b Nombre des personnes formées sur le choix de projetsRéférence : 2015 : 0Cible : 2016 :30Cible : 2017 : 55Cible : 2018 : 75 | Fournir l’assistance pour l’élaboration des guides pour le choix des projets et la réalisation des formations |  | Deux experts pour un mois pendant trois ans (prix unitaire moyen : 28 000 USD) pour la préparation du GuideFacilitation pour la réalisation des formations et logistique (20000 USD) | 116000 |
|  | 2.8. Nombre de document alignés aux ODD Référence : 2015 : 0Cible : 2016 :3 dont le PSGECible : 2017 : 5  | Sensibiliser et appuyer à la l’intégration des ODD dans les plans et programmes |  | Deux experts pour un mois pendant plus Equipe du PNUD(Prix unitaire moyen : 28000 USD)Et logistique 6000 USD par an pour un appui sur deux ans | 124000 |
|  | 2.9. Plan opérationnel du PSGE disponible Référence : 2015 : 0Cible : 2016 : 1 | Fournir l’assistance technique pour la préparation pour l’actualisation PSGE et l’élaboration des cadres logiques  |  | Deux experts pour un mois chacun (prix unitaire moyen: 28 000 USD) | 56000 |
|  | 2.10 Rapport de validation des documents de mise en œuvre et suivi du PSGE | Faciliter la validation du rapport de revue |  | 5000 USD par atelier | 15000 |
|  | 2.11 Nombre de personnes sensibilisées et formées à égalité hommes et femmesRéférence : 2015 : 0Cible : 2016 : 50Cible : 2017 : 100Cible : 2018 : 150 | Faciliter l’évaluation des capacités de suivi des ODD  |  | Trois experts pour un mois (Prix unitaire moyen : 28000 USD) | 84000 |
|  | Former sur le suivi des ODD |  | Trois experts pour un mois (Prix unitaire moyen : 10000 USD) | 30000 |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  | 2.12. Rapports et documents produits sur les ODDRéférence : 2015 : 0Cible : 2016 : 1Cible 2017 : 2Cible 2018 : 3 (1 par an) | Faciliter la collecte des données en sur les ODD en faisant des revues et l’exploitation des bases des données |  | 3 Experts pour le traitement des données et la production du rapport en 2017 et 2018 | 60000 |
|  | Faciliter la production des documents et campagnes de sensibilisation sur les ODD |  | Un expert(Prix unitaire moyen: 14000 USD) en 2016 | 14000 |
|  | Faciliter la production du rapport sur les ODD |  | Experts et organisation du processusPublication en 2018 | 60000 |
|  | 2.13. Documents de communication sur le PSGE ProduitsCible : 2016 : 1Cible 2017 : 2Cible 2018 : 3 (1 par an) | Documents de communication sur le PSGE Produits et diffusés |  | Assistants et production15 000 USD par an | 45000 |
| 1. **Les partenariats stratégiques sont renforcés et la mobilisation de ressources accrue**
 | Nombre d’accord de partenariat signésRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 0Cible 2017 : 5Cible 2018 : 8 Ressources additionnelles mobiliséeRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 0Cible 2017 : 20% d’augmentationCible 2018 : 40% d’augmentation |  |  |  | **1 098 000** |
| 3.1 Rencontres organisées avec les Partenaires Techniques et financiersRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 1Cible 2017 : 3Cible 2018 : 5 | Aider à la préparation de la documentation et l’organisation des réunions avec les Partenaires Techniques et Financiers |  | Facilitation et logistiqueFacilitation pour la préparation des documents Expert national (6000 USD par an)Logistique pour organiser la réunion 7000 USD  | 39000 |
|  | 3.2 Rencontres organisées avec le secteur privéRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 1Cible 2017 : 3Cible 2018 : 5 | Aider à la préparation de la documentation et l’organisation des réunions avec le secteur privé |  | Facilitation et logistiqueFacilitation pour la préparation des documents Experts nationaux (12000 USD par an)Logistique pour organiser la réunion 7000 USD | 57000 |
|  | 3.3 Documents produits et diffusésRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 2Cible : 2017 : 3 | Assister à la préparation des documents de mobilisation des ressources |  | Trois Experts pendant un mois chacun Prix moyen mensuel : 28000 USD |  84000 |
|  | * 1. Documents et fiches de projets disponibles

Référence 2015 : 0Cible 2016 : 1Cible : 2017 : 2 | Assister à la préparation technique des documents de mobilisation des ressources |  | Deux Experts pendant un mois en 2016 et 2017 | 56000 |
|  | 3.5 Rapports de missionRéférence 2015 : 0Cible 2016 : 2Cible 2017 : 2 | Assister à la sensibilisation des partenaires : Mission (Asie, Europe et Afrique, Amérique) |  | Mission locales et à l’étranger |  200000 |
|  | 3.6 Rapport d’études Référence 2015 : 0Cible 2016 : 1Cible 2017 : 2 | Assister à la réalisation des études pour lever les fonds dans le domaine de l’environnement |  | 2 Experts pendant deux mois chacun Prix moyen mensuel : 28000 USD | 112000 |
|  | 3.7 Ressources Mobilisées.Référence 2015 : 0Cible 2017 : Cible 2018 :  | Assister à l’organisation des foras des investisseurs |  | Interprétariat, Location des salles, restauration, hébergement facilitateurs,  |  500000 |
|  | 3.8 Supports de communication produits | Assister à la production des supports de communication |  | Experts en communication en 2017 |  50000 |

Personnel d’appui au projet basé au PNUD : Un Economiste National  : 75 000 USD par an soit en trois ans 225 000 USD

 Un assistant de programme : 35 000 USD par an 105 000 USD

 Un Chauffeur : 15 000 USD par an 45 000 USD

Personnel basé au PSGE et points focaux 50 000 USD par an 150 000 USD

 Equipement de bureau et de transport : 100 000 USD 100 000 USD

Fournitures de bureau 10 000 USD par an 30 000 USD

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Coût du Projet sur la période 2016-2018** | **Total 2016-2018 (En USD)** | **2016** **Montant en USD** | **2017** **Montant en USD** | **2018 Montant en USD** | **Total 2016-2018 (en Franc CFA avec 1 USD=600 F CFA)** |
| **1. La gouvernance du processus de développement inclusif et durable est optimisée** | **1 858 000**  |  727 000  | 639 000  | 492 000  | 1 114 800 000  |
| **2. Les capacités des institutions de mise en œuvre, de suivi et évaluation du PSGE et des programmes et plans et des objectifs de développement durables sont renforcées** | **1 082 000**  |  558 000  | 333 000  | 191 000  | 649 200 000  |
| **3. Les partenariats sont renforcés et la mobilisation de ressources accrue** | **1 098 000**  |  297 000  | 769 000  | 32 000  | 658 800 000  |
| **Sous Total I** | **4 038 000**  | **1 582 000**  | **1 741 000**  | **715 000**  | **2 422 800 000**  |
| **Personnel du projet** | 525 000  |  175 000  | 175 000  | 175 000  | 315 000 000  |
| **Equipement du projet** | 100 000  |  100 000  | 0  | 0  | 60 000 000  |
| **Fournitures** | 30 000  |  10 000  | 10 000  | 10 000  | 18 000 000  |
| **Sous-Total II** | **4 693 000**  | **1 867 000**  | **1 926 000**  | **900 000**  | **2 815 800 000**  |
| **Administration du Projet (8% du sous total II)** | 375 440  | 149 360  | 154 080  | 72 000  | 225 264 000  |
| **Total** | **5 068 440**  | **2 016 360**  | **2 080 080**  | **972 000**  | **3 041 064 000**  |